

## LES CRÉDITS À LA CONSOMMATION OCTROYÉS DÈS CETTE SEMAINE

# Les banques sont-elles prêtes ?

**Dès cette semaine, les banques pourront octroyer des crédits à la consommation pour permettre aux particuliers d'acheter des produits fabriqués ou assemblés localement et dont une première liste vient d'être arrêtée.**

**Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Vous souhaitez acheter une voiture particulière, un téléphone cellulaire, des équipements de cuisine ou de lavage domestiques, des mobiliers ou d'autres produits assemblés ou fabriqués en Algérie ? C'est désormais possible en contractant des crédits à la consommation. Dès cette semaine, les banques publiques et privées pourront offrir des crédits à la consommation aux ménages pour acquérir de tels biens.

Des crédits sans taux d'intérêt bonifiés, pouvant couvrir la totalité du coût du produit et étalés sur une durée allant de 3 mois à 60 mois selon la nature du bien à financer et sur la base d'une quotité (niveau) de remboursement qui ne dépasse pas les 30% du revenu mensuel net régulièrement perçu.

### Le dispositif est effectivement opérationnel

Ce dispositif de financement des particuliers, des nationaux résidents est ainsi opérationnel, dans la mesure où les agences bancaires sont censées être prêtes et qu'une Centrale des risques des entreprises et ménages (CREM) est déjà à l'œuvre depuis la mi-septembre 2015 auprès de la Banque d'Algérie. Mais aussi parce que le cadre réglementaire régissant ce dispositif vient d'être définitivement finalisé, au-delà de l'invite récente du président de la République à accélérer la mise en œuvre du crédit à la consommation.

De ce fait, les ministres du Commerce, Bakhti Bélaïb, de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, et des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, ont, jeudi dernier, en présence du secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Abdelmadjid Sidi-Saïd, signé un arrêté interministériel qui fixe les conditions et modalités d'offres en matière de crédit à la consommation.



Objectif, booster le saut qualitatif des produits nationaux.

### La liste des produits éligibles est «ouverte»

Outre les modalités techniques du crédit, ce texte réglementaire fixe la liste des produits éligibles au crédit à la consommation, essentiellement des biens issus de la production nationale à l'exclusion des services et des produits importés et destinés à la revente en l'état.

Répartie en sept catégories (voir encadré), cette liste de produits n'est pas définitive. C'est une liste «ouverte» et qui pourra «être étendue selon l'évolution de la sphère de production nationale», considérera le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, soucieux de promouvoir davantage la production nationale.

Voire, d'autres produits fabriqués ou montés en Algérie mais ne figurant pas sur cette première liste pourront être éligibles au crédit à la consommation à charge cependant que leurs producteurs attestent de leur origine locale, relèvera le ministre de l'Industrie.

Certes, la fixation de ces produits éligibles a été faite sans tenir compte d'un taux d'intégration plancher, sauf si nécessaire par la suite. A ce propos, Abdesselam Bouchouareb relèvera que des avantages supplémentaires pourront être, à terme, accordés aux producteurs «au fur et à mesure que les taux d'intégration seront de plus en plus élevés».

### Le sens du crédit est «lié directement à l'économie réelle»

Pour autant, il s'agira à travers ce type de financement spécifique car «orienté vers la production nationale» et qui représente «une mesure de sauvegarde et d'expansion», de booster la création de «valeur ajoutée en Algérie», notera le ministre des Finances, Abderrahmane Benkhalfa, qui estimera pertinent d'en faire une évaluation d'ici une année.

Ce faisant, le lancement du dispositif «n'est pas un simple retour, c'est une relance avec une réforme portée par une vision économique. Ce nouveau crédit à la consommation a un sens économique lié directement à l'économie réelle», assurera Abdesselam Bouchouareb. Il permettra d'accompagner les évolutions sectorielles par filière de l'industrie algérienne», dira Abdesselam Bouchouareb qui constate qu'il

contribuera également à une meilleure valorisation des capacités industrielles installées, celles-ci étant actuellement «sous-utilisées» selon lui.

Comme ce dispositif permettra de booster «le saut qualitatif des produits aujourd'hui fabriqués dans notre pays», souligne le ministre de l'Industrie. Abdesselam Bouchouareb observera ainsi que le dispositif encouragera à terme et «l'élargissement» de la consommation de la production nationale et l'amélioration de la compétitivité locale par le biais de la réduction des coûts.

### Un moyen de «conforter la stabilité sociale», selon Sidi-Saïd

Outre de permettre à la production nationale de «s'épanouir», dira le secrétaire général de l'UGTA, la mise en œuvre du crédit à la consommation constituera également «une bouffée d'oxygène» pour les foyers.

## Bouchouareb appelle à réfléchir à un autre dispositif

Il est opportun de «réfléchir très vite à la mise en place d'un autre dispositif complémentaire» au crédit à la consommation et qui «viendrait le consolider», a estimé le ministre de l'Industrie et des Mines, invitant ses collègues aux finances et au commerce à y participer. Il s'agira, explicitera Abdesselam Bouchouareb, de «demander aux organismes et institutions de l'Etat qui consomment sur le budget de l'Etat de réorienter leurs consommations totalement sur la production nationale».

Le ministre de l'Industrie ciblera ainsi «le secteur de la santé, de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle... enfin tous les organismes budgétivores».

Observant que dans le contexte actuel «tous les pays du monde mettent tous les instruments pour se protéger à l'intérieur», voire «les pays les plus reconnus en termes de démocratie, de transparence en matière de gestion des affaires et dans la liberté d'entreprendre sont en train aujourd'hui de mettre des instruments qui par le passé étaient liés à des pays de l'autre côté», le ministre de l'Industrie est persuadé que l'Algérie est «en droit et en devoir de le faire», de «très vite le réaliser ensemble, le mettre en œuvre dans l'intérêt de l'économie et la production nationales».

C. B.

## La SNVI est capable de réaliser son plan de charge

La Société nationale des véhicules industriels (SNVI) est capable de réaliser son plan de charge, dès ce mois de janvier, assurait jeudi le ministre de l'Industrie et des Mines.

«La SNVI sera en mouvement et en posture de lancer ses produits en 2016, de réaliser son plan de charge actuellement en souffrance», considérera Abdesselam Bouchouareb en marge de la cérémonie de signature de l'arrêté interministériel relatif au crédit à la consommation.

C. B.

Exprimant «la satisfaction», le «contentement le plus favorable du monde du travail» et tenant à saluer l'engagement concret de l'exécutif, le secrétaire général de l'UGTA tiendra à rappeler que l'impulsion de ce dispositif a été revendiquée voilà deux décades par la Centrale syndicale. Une revendication qui a pu aboutir «malgré les oppositions, les résistances» de plusieurs milieux tant du gouvernement, du patronat qu'au sein de l'organisation syndicale, observera Sidi-Saïd, adoptant un ton assez véhément à l'égard des personnes hostiles à ce choix.

### Benkhalfa invite à une gestion domestique «vigilante»

Mettant en relief l'intérêt social de ce dispositif, le secrétaire général de l'UGTA considérera que le crédit à la consommation contribuera à «conforter la stabilité», consolider le pouvoir d'achat et faciliter la vie des ménages. Ce que le ministre des Finances agréera, tout en insistant sur la nécessité pour les particuliers d'adopter un mode de gestion domestique «vigilante et prudentiel», d'éviter le surendettement.

Et cela même si la CREM constitue un outil de surveillance de la solvabilité des demandeurs de crédits et de «containment» et maîtrise des risques, considérera Abderrahmane Benkhalfa.

C. B.

## L'Algérie pourra parer les «chocs frontaux», assure Benkhalfa

«L'année 2016 pourra, certes, être une année qui exigera davantage d'efforts mais ce sera une année prometteuse», dira le ministre des Finances.

Une sérénité qu'Abderrahmane Benkhalfa liera aux «directives que nous recevons de manière quasi-quotidienne du président de la République, du Premier ministre et de l'ensemble de l'exécutif». Mais aussi au fait que «nous avons commencé à anticiper les événements».

Nous faisons dans l'anticipation pour que les chocs frontaux ne surviennent pas. Et quand ils viendront, nous serons prêts» à les parer, assure Abderrahmane Benkhalfa.

Il observera ainsi que le débat intense qui a concerné la loi de finances pour 2016 et qui vient d'être signée par le président de la République a été «salutaire» en ce qu'il encourage à «passer du développement à la croissance, de la prospérité sociale à l'efficacité...».

De l'avis de M. Benkhalfa mais également du ministre de l'Industrie, la LF 2016 définit «le cap pour l'investissement économique» et «va dans le sens de l'amélioration de l'investissement».

C. B.

## Les gammes de produits éligibles

Activité de fabrication d'appareils électriques et électroménagers : téléviseurs, vidéo, son et mp3, appareils photos et caméscopes, chauffeuses, climatiseurs, réfrigérateurs, équipements de cuisine domestiques, équipements de lavage domestiques et petits électroménagers.

Activité de fabrication des téléphones, tablettes et smartphones : téléphones, téléphones cellulaires et tablettes.

Activité construction de véhicules automobiles et motocycles de moteurs thermiques : voitures particulières de tourisme et cycles et tri-cycles à moteur.

Activité de fabrication de machines de bureau et de traitement de l'information : ordinateurs, autres équipements informatiques et accessoires.

Activité de fabrication industrielle d'ensembles d'ameublement en bois à usage domestique : meubles, ensembles de mobiliers et d'accessoires en bois ou associés à d'autres matières, à usage domestique.

Activité des textiles et cuirs : tissu d'ameublement, tapisserie, moquette et literie.

Activité des matériaux de construction : céramique et céramique sanitaire.

C. B.